



PROCÈS-VERBAL CONSEIL COMMUNAUTAIRE 22 mai 2023

Question n°1

Rapporteur : Jean Christian REY

OBJET : Approbation du procès-verbal du conseil communautaire du 6 février 2023

Jean Christian REY : Nous commençons par l'approbation du procès-verbal du Conseil communautaire du 6 février 2023. Y a-t-il des questions ? Il n'y en a pas. Nous passons au vote.

Y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ?

Le PV est adopté.

Je vous remercie.

Question suivante, Christophe SERRE sur le rapport du CODEV 2021-2022.

Question n°2

Rapporteur : Christophe SERRE

OBJET : Rapport d'activités 2021-2022 du CODEV

1°) Note synthétique de présentation :

L'article L5211-10-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son chapitre V stipule que le Conseil de développement établit un rapport d'activité, qui est examiné et débattu par l'organe délibérant.

Le règlement intérieur du Conseil de développement du Gard rhodanien (CODEV), et notamment son article VI, stipule que les travaux du CODEV sont restitués à l'oral lors des séances de Conseil communautaire de l'Agglomération, et au moins une fois par an pour présenter le bilan de l'année écoulée.

Le rapport joint en annexe retrace les principales actions menées fin 2021 pour l'installation du CODEV ainsi que sa 1ère année de fonctionnement en 2022.

Il présente les modalités d'organisation, le bilan des travaux des différentes commissions, les coopérations régionales et nationales ainsi que les actions de communication réalisées.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 27 mars 2023.

Christophe SERRE : Je vais vous présenter le rapport d'activité du CODEV 2021-2022, rappelant que 2021 était l'année d'installation du CODEV. Le CODEV a été créé suite à une délibération du Conseil communautaire du 5 juillet 2021. Les participants ont été tirés au sort en fonction d'un certain nombre de critères, à savoir qu'il fallait être âgé d'au moins 16 ans, de vivre et/ou de travailler sur le territoire du Gard rhodanien, et qu'il ne fallait pas avoir de mandat d'élu local. Le CODEV a fait en sorte qu'il y ait une bonne répartition géographique du territoire.

Ce tirage au sort a eu lieu le 20 juillet 2021, ce qui a permis de désigner 50 personnes, 25 hommes et 25 femmes, pour travailler au sein de ce CODEV. Il est présidé par Monsieur Julien FEJA, chef d'entreprise, et par Martine DELAUNAY, que tout le monde connaît ici, qui est la secrétaire générale du CODEV.

Ce CODEV a été installé officiellement le 13 septembre 2021. Lors de cette réunion, un groupe de travail de 10 personnes a élaboré un règlement intérieur et a permis aussi de créer cinq commissions. Ces cinq commissions sont :

- Le développement économique pour les questions se rapportant à l'économie, le commerce, l'agriculture, l'emploi, le tourisme ;
- Une commission espace communautaire pour les questions se rapportant aux documents de planification (SCoT, PLU, PLH) ainsi qu'aux mobilités ;
- Une commission service de cadre de vie pour toutes les questions se rapportant aux services, à la population ;

- L'environnement pour toutes les questions se rapportant à l'eau, les enjeux majeurs, la protection de l'environnement, les économies d'énergie et le développement durable ;
- Une commission gestion des déchets pour tout ce qui concerne la collecte et le traitement des déchets.

La première réunion de travail du CODEV a eu lieu le 27 novembre 2021 à Saint-Nazaire. Ils ont travaillé sur un règlement intérieur. Ils ont désigné leurs cinq vice-présidents. Ces cinq vice-présidents chapeautent chacun une commission : Monsieur Franck LAURENS à la commission de développement économique, Monsieur Jean Yves CHEMIN à la commission espace communautaire, Madame Anne-Marie ROUQUAIROL à la commission services et cadre de vie, Madame Anne MARBUS à la Commission environnement et Sylvie COSTE à la commission collecte des traitements des déchets.

2021 a été une année courte. Il y a eu entre-temps quelques démissions, quelques départs qui faisaient suite à ce que les personnes ne se retrouvaient peut-être pas dans le mode de fonctionnement du CODEV ou qui pensaient que ce n'était pas ce qu'ils recherchaient. Enfin, la difficulté aujourd'hui est de compléter. Ils sont aujourd'hui 43 membres (21 hommes, 22 femmes), plus le président, plus la secrétaire, c'est-à-dire 45 membres exactement.

Sur le bilan de la première année, cela a été surtout des réunions de commissions pour appréhender toutes les thématiques de l'Agglo, son projet de territoire, ses compétences. Il y a eu la saisie du conseil communautaire pour tout ce qui est neutralité carbone et quelques actions, sur les mobilités douces dans le quotidien, sur la lutte contre les déserts médicaux, sur comment promouvoir le territoire et enfin, sur le suivi et l'évaluation de la redevance incitative. Il y a eu quatre séances plénières, cinq réunions de bureau sur la première année et 22 réunions de commission, comme quoi les participants n'ont pas chômé pour travailler sur un certain nombre de thématiques, plus un certain nombre de réunions.

Les principaux travaux de ces commissions. Sur la commission environnement, ils ont surtout parlé de l'eau et de l'assainissement, les modes de gestion, la régie, la DSP, la préservation de la ressource (qui nous préoccupe tous), le PCAET (plan climat, air, énergie, territorial). Sur la commission Espaces communautaires, un travail a été fait sur le schéma des mobilités, qui a été simplifié, la structuration de l'offre cyclable, les pôles d'échanges multimodaux et les différentes politiques contractuelles de l'agglomération. Sur la commission de gestion des déchets, c'est la mise en œuvre de la redevance incitative. Sur la commission services et cadre de vie, ils ont travaillé sur la politique de l'enfance et jeunesse, les diagnostics santé et le contrat local de santé, et sur les différents projets structurants qui sont sur nos territoires, par exemple, le mémorial harkis, la Chartreuse de Valbonne, le musée, et les équipements nautiques. Sur la commission développement économique, trois groupes de travail ont travaillé sur l'emploi et la formation au niveau des compétences, la communication et le marketing, et le tourisme, ainsi qu'un groupe de réflexion sur l'attractivité du territoire pour les futurs salariés qui viendraient travailler sur le Gard Rhodanien.

Je vous rappelle que le CODEV est doté d'un budget que nous votons chaque année, qu'il est d'un montant de 10 000 €. Sur l'année 2021, ils ont dépensé 2 213,58 € exactement, et sur 2022, 2 536,46 €.

Il y a une volonté aussi de la part du CODEV d'essayer de rechercher, je ne dirais pas d'autres partenaires, mais d'autres moyens de se faire connaître et d'aller chercher des informations en dehors de notre territoire. Déjà, une coordination nationale regroupe l'ensemble des CODEV qui

existent en France. Ils se sont déplacés à Saint-Raphaël pour les 13 CODEV au mois de novembre 2021. Cela leur a permis de participer à des tables rondes et de créer un réseau, et cela leur permet aussi d'avoir un certain nombre de bases documentaires importantes qui leur permettent de travailler. Ensuite, il y a une coordination régionale des CODEV, avec l'association des CODEV d'Occitanie qui a été créée en 2020. Là aussi, cela permet d'échanger, de partager et de promouvoir la place des CODEV au sein des intercommunalités. Notre CODEV du Gard rhodanien a participé à cette réunion le 2 juin à Carcassonne. Enfin, ils ont aussi rencontré, lors d'une réunion de coordination régionale des CODEV, Monsieur Jean Louis CHAUZY, président du CESER (Conseil économique, social et environnemental régional), qui leur a proposé d'échanger entre le CESER et le CODEV sur des thématiques qui pourraient être partagées.

En termes de communication, vous avez pu le voir, une communication a été faite il n'y a pas longtemps dans les différents supports papiers que sont *Midi Libre*, TV Sud, Objectif Gard pour ne citer qu'eux. Mais aussi, une page est réservée sur le site internet de l'Agglo. Des communications sont faites sur le direct agglo. Enfin, tout citoyen et tout élu peut contacter le CODEV avec une adresse mail qui est à la disposition (codev@gardrhodanien.fr).

Voilà, c'est un petit rapport d'activité parce qu'il n'y a qu'une année d'existence, mais on voit qu'au bout d'une année, il y a eu quand même plus d'une trentaine de réunions et qu'on a au sein du CODEV des personnes motivées pour travailler et apporter leurs propositions sur le travail que nous faisons pour le territoire du Gard rhodanien.

Jean Christian REY : Merci Monsieur SERRE pour cette présentation. Effectivement, je voudrais saluer le président du CODEV, Julien FEJA, chef d'entreprise local, beaucoup investi sur le territoire, et sur le territoire avec un grand T, puisqu'il est très investi dans le territoire régional, dans le territoire départemental et dans le territoire local. Tu l'as évoqué d'ailleurs, il porte notamment tout ce qui est autour du PER de Tricastin entre autres, pour essayer de porter des dynamiques. Tu as souligné les liens avec le CESER.

Mais le CODEV, c'est aussi concrètement un certain nombre de choses qui étaient importantes. Tu l'as souligné, il a d'abord fallu appréhender la totalité des connaissances, de comment ils peuvent fonctionner, comment on fonctionne, comment les autres partenaires peuvent fonctionner. On avait voulu, pour que ce soit vraiment sur la neutralité, qu'aucun élu ou ancien élu, en tout cas d'un mandat, qui fasse partie du CODEV. Du coup, ce sont des gens qui, souvent, ne connaissaient pas comment fonctionnent les collectivités, et encore moins le CODEV, puisque c'est une création. C'est un gros travail pendant toute cette période pour appréhender les dossiers. Je suis avec attention les comptes rendus des commissions qu'ils produisent. La dernière, tu évoquais l'environnement et l'eau, ils ont évoqué pour l'efficacité, la nécessité d'avoir de la concomitance entre les travaux de voirie et les travaux d'eau. Je ne sais pas si Olivier ou Bernard, ce sont des sujets qui nous occupent régulièrement, ce qu'on appelle les travaux d'opportunité, qu'on ne se retrouve pas devant le fait accompli des travaux, mais au contraire, qu'on puisse les anticiper. Ils ont parfaitement compris un certain nombre de problématiques qui sont devant nous. C'est vrai sur l'eau, mais c'est vrai aussi sur la redevance incitative. Je me souviens de comptes rendus où ils expliquaient toute la nécessité d'agir le plus en amont possible pour, par exemple, réduire les ventes de produits emballés et suremballés dans les supermarchés. Ce sont des choses aussi très intéressantes par leur réflexion. Et puis, c'est bien sûr vrai aussi sur la décarbonation, l'environnement, les mobilités, des sujets sur lesquels on les a saisis. La prochaine fois, on aura

aussi leurs propositions concrètes. C'est un gros travail qui est fait sous la présidence de le président, la secrétaire Martine DELAUNAY qui connaît plus les collectivités et qui fait un travail important en termes de compte rendu et de suivi. Et puis, tu l'as évoqué, des déplacements pour créer des réseaux avec les autres CODEV. Ce que je dis souvent, quand on s'évalue, on peut s'inquiéter, mais quand on se compare, on se rassure. C'est important de faire ce genre de choses. Monsieur SERRE ?

Christophe SERRE : Juste un complément pour rappeler que leur assemblée générale aura lieu le samedi 15 juin.

Jean Christian REY : Le samedi 17 juin. Y a-t-il des questions ou des interventions ? Non. Nous passons au vote. Ah non, on donne acte. Le rapport d'activité a été présenté. Il ne se vote pas.

Je vous remercie.

Question suivante.

Question n°3

Rapporteur : Jean Christian REY

OBJET : Désignation de deux représentants de l'Agglomération du Gard rhodanien à la nouvelle Assemblée des territoires Occitanie1°) Note synthétique de présentation :

La Région Occitanie est fortement engagée depuis plusieurs années dans des démarches participatives afin de garantir une réelle concertation autour des politiques publiques régionales : auprès des territoires en premier lieu, mais également auprès de ses habitants, via des outils permettant l'expression d'une citoyenneté active.

C'est dans cette perspective que l'Assemblée des Territoires Instance unique de concertation de l'action territoriale, a été mise en place par la Région en 2016. Espace de dialogue essentiel pour la vitalité territoriale, cette instance traduit la volonté de porter la même attention à chaque territoire de l'Occitanie et à ses habitants, indépendamment de son poids économique ou démographique, mais aussi la volonté de construire ensemble les politiques régionales.

Suite à la crise sanitaire, l'Assemblée plénière du Conseil Régional a souhaité adapter cette instance face aux évolutions actuelles de la société en la rendant plus opérationnelle, en renforçant la complémentarité et l'articulation avec les travaux des autres instances de concertation que sont le Parlement de la Montagne et le Parlement de la Mer, mais aussi en améliorant la représentation des territoires et la participation citoyenne.

Son fonctionnement et sa composition ont donc été repensés afin de pouvoir répondre aux enjeux actuels qui s'imposent à nos territoires pour réussir les transformations tant à l'échelle d'adaptation climatique, énergétique mais aussi économique et sociale.

Il est donc proposé de désigner des représentants de notre EPCI pour participer aux travaux de la nouvelle Assemblée des Territoires. L'Agglomération étant porteuse d'un contrat territorial d'Occitanie elle sera représentée au sein de cette Assemblée par Deux délégués (un homme et une femme).

Jean Christian REY : Il s'agit de désigner deux représentants de l'agglomération à la nouvelle assemblée des territoires d'Occitanie, qui s'est engagée à engager pour ces démarches participatives. D'ailleurs, ils lient également aussi avec des CODEV puisqu'ils ont cette volonté de faire du dialogue, une vitalité territoriale entre la Région et les différentes strates qui sont dans les politiques régionales, pour construire aussi les politiques régionales de demain, en la rendant plus opérationnelle, travailler sur la complémentarité et l'articulation entre les collectivités. Ce sont des choses extrêmement importantes. Bien sûr, il y a le Parlement de la Montagne et de la Mer pour lesquels on est peut-être un peu moins concernés, mais il y a tous les autres où on est directement concernés dans ces politiques contractuelles, dans les politiques publiques, et à la fois pouvoir faire remonter les dernières réunions. Je pense notamment à José RIEU et à Brigitte VANDEMEULEBROUCKE qui ont assisté à un certain nombre de choses autour du SRADET qui va être des enjeux extrêmement importants dans les mois à venir. Il va falloir d'ailleurs qu'on donne notre avis sur le SRADET et qu'on puisse même faire des propositions sur ces sujets-là, parce qu'à travers lui, c'est aussi l'adaptation climatique, c'est ce qu'on peut travailler sur les conséquences

énergétiques, économiques et sociales. Là-dessus, la participation de
ils veulent également faire de cette assemblée des territoires la représentativité des territoires
locaux à travers leurs EPCI.

Il est donc proposé de désigner pour ces travaux, puisqu'il faut la parité, une femme et un homme,
Véronique HERBÉ et Christophe SERRE. Madame LAPEYRONIE, qui aurait pu faire d'une pierre
deux coups ne peut pas, justement parce qu'elle fait d'une pierre deux coups et qu'elle est élue à
la Région.

Est-ce qu'il y a des questions ? Il n'y en a pas. Je vous propose de voter, sauf si quelqu'un
demandait le vote à bulletin secret pour élire Madame HERBÉ et Monsieur SERRE. Personne ne
le demande, nous passons au vote.

Y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ?

La question est adoptée.

Je vous remercie. Madame HERBÉ et Christophe SERRE sont élus pour nous représenter à
l'Assemblée des territoires.

Question n°4

Rapporteur : Jean Christian REY

OBJET : Élection d'un élu à la Commission d'appel d'offres

1°) Note synthétique de présentation :

Lors de la séance du conseil communautaire du 28 novembre 2022, nous avons désigné Madame Fabienne MICHEL en remplacement de Monsieur Michel COULLOMB au sein de cette instance. Cette délibération était entachée d'illégalité, les membres de la CAO étant « élus » et pas « désignés ».

Ainsi, en séance du 12 décembre 2022, nous avons procédé à une élection. Monsieur Pascal PEYRIERE a été élu par l'Assemblée, néanmoins la délibération du 28 novembre 2022 n'a pas été retirée.

C'est pourquoi il vous est proposé de procéder à une nouvelle élection pour notre CAO, et retirer la délibération n°211/2022.

Jean Christian REY : Élection d'un élu à la commission d'appel d'offres. Vous vous rappelez qu'on l'avait déjà fait, on avait laissé les deux noms sur la délibération. La préfecture nous demande de redélibérer. On propose Pascal PEYRIERE, comme on l'avait déjà fait la dernière fois, en remplacement de Monsieur Michel COULLOMB qui était démissionnaire.

Est-ce qu'il y a d'autres candidats pour remplacer Michel COULLOMB ? Est-ce que quelqu'un veut un vote à bulletin secret pour l'élection ? Personne. Nous passons au vote.

Y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ?

Pascal PEYRIERE rejoint officiellement la commission d'appel d'offres, ce qui était déjà le cas, mais on nous a demandé de redélibérer, donc on le fait.

Question suivante, toujours moi, sur l'état annuel des indemnités.

Question n°5

Rapporteur : Jean Christian REY

OBJET : État annuel des indemnités perçues par les élus communautaires en 2022

1°) Note synthétique de présentation :

La loi « Engagement et Proximité » du 27 décembre 2019 a instauré une obligation de présentation d'un état annuel des indemnités perçues par les élus.

Le montant total des indemnités versées par la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien en 2022 s'élève à 473 506,56 €, correspondant au montant brut et aux charges.

De plus, ce même état retrace les indemnités perçues en 2022 par les élus communautaires pour leurs autres mandats.

Il convient également de présenter le montant des remboursements de frais que les élus communautaires ont engagés dans l'exercice de leurs fonctions, soit un total annuel de 0,00 € pour l'année 2022.

Le tableau joint en annexe détaille ces montants.

Question présentée à la commission des moyens généraux du 15 mai 2023.

Jean Christian REY : Vous avez reçu toutes et tous le tableau. Le montant des indemnités versées par la Communauté d'agglomération s'élève à 473 506,56 € pour 2022 (c'est évidemment un montant brut puisqu'il y a les charges à l'intérieur). Il y a également dans cet état les indemnités perçues en 2022 pour des élus communautaires dans leurs autres mandats au titre de l'agglomération. Et il y a des remboursements de frais, mais en 2022, il n'y en avait pas eu du tout, et donc, c'était 0 € et 0 centime.

Vous avez le tableau qui est joint. Je ne sais pas si vous avez des questions sur ce tableau ? Vous devez avoir les mêmes dans vos conseils municipaux respectifs. Les différences de sommes, quand ce sont les mêmes fonctions, proviennent des choix que font les élus de cotiser davantage ou pas. Vous savez que vous pouvez le faire également dans vos collectivités. Notamment pour les plus jeunes qui ne sont pas encore à la retraite, vous pouvez faire le choix de cotiser et la collectivité cotise le même montant. Pour 1 € que vous cotisez de plus, la collectivité met 1 € de plus, ce qui justifie les quelques écarts qu'il y a sur les mêmes... Sinon, tout le monde perçoit la même indemnité.

Il n'y a pas de question. Nous passons au vote.

Y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ?

La question est adoptée.

Je vous remercie.

Question suivante. Madame Brigitte VANDEMEULEBROUCKE sur la convention cadre avec l'AURAV.

Question n°6

Rapporteur : Brigitte VANDEMEULEBROUCKE

OBJET : Convention cadre avec l'Agence d'Urbanisme Rhône Avignon Vaucluse (AURAV) 2023-2025.

1°) Note synthétique de présentation :

Rappel : Nées de la loi d'orientation foncière de 1967, « les agences d'urbanisme accompagnent depuis plus de trente ans, le développement des agglomérations françaises dans un souci d'harmonisation des politiques publiques et dans le respect des compétences des institutions qui les composent ».

Une agence d'urbanisme est une association régie par la loi du 1er juillet 1901. Ses missions sont définies dans la loi d'orientation, d'aménagement et de développement durable du territoire (L.O.A.D.D.T.) et la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains (S.R.U.).

« Les communes, les établissements publics de coopération intercommunale et les collectivités territoriales peuvent créer avec l'État et les établissements publics ou d'autres organismes qui contribuent à l'aménagement et au développement de leur territoire des organismes de réflexion, et d'études et d'accompagnement des politiques publiques, appelés agences d'urbanisme ».

La Communauté d'agglomération du Gard rhodanien a adhéré à l'AURAV par délibération en date du 3 juillet 2017 afin de bénéficier de l'expertise de l'agence dans l'élaboration du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Gard rhodanien.

Par décision n°47/2017 en date du 10 octobre 2017 la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien a signé avec l'AURAV une convention de partenariat dans le cadre de la finalisation du SCoT du Gard rhodanien.

Suite à l'approbation du SCoT du Gard rhodanien, par délibération en date du 14 décembre 2020, il est nécessaire de poursuivre le partenariat avec l'AURAV afin de bénéficier de leur expertise dans le suivi de la mise en œuvre du SCoT. Une convention cadre 2023 -2024-2025 doit être signée entre les deux parties. Les montants et missions pour chaque année devant être définis par convention annuelle de subvention. Pour l'année 2023 cette convention cadre inclut le montant de la subvention 2023.

L'AURAV travaille également avec la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien sur le suivi de la mise en œuvre du Programme Local de l'Habitat (PLH) approuvé par délibération N° 127/2019 du 16.12.2019, ainsi que sur la création de la coopération territoriale à l'échelle du Grand Bassin de vie d'Avignon ;

La convention cadre prend également en compte le travail d'accompagnement autour de ces deux enjeux.

L'objet de la présente délibération est de proposer au conseil communautaire ladite convention cadre 2023-2025 (en pièce jointe).

Dans le cadre de la mise en œuvre des programmes partenariaux d'activités 2023-2024-2025, les enjeux suivants intéressent particulièrement la CAGR :

- Accompagnement dans la définition de politiques de planification territoriale et écologique : mise en œuvre et évolution du SCoT, notamment en ce qui concerne l'analyse

de la compatibilité des projets de PLU et la déclinaison Occitanie ;

- Appui dans le suivi du SCoT ;
- Appui dans les projets d'aménagement et de développement et de transition écologique de l'EPCI, notamment en ce qui concerne les stratégies de sobriété foncière ;
- Suivi et observation des dynamiques territoriales, économiques, foncières et liées à l'habitat, notamment en ce qui concerne le suivi du PLH ;
- Accompagnement du Gard Rhodanien dans ses démarches de coopération territoriale à l'échelle du Grand Bassin de vie d'Avignon ;
- Mutualisation des moyens, notamment d'observation, capitalisation d'expérience, partenariat, échanges et ressource en matière de données et de connaissances, sensibilisation et information, identification des nouveaux enjeux territoriaux et urbains.

Ainsi pour l'année 2023 la convention précise le cadre et les modalités selon lesquels la CAGR décide de verser à l'AURAV une subvention annuelle en 2023 pour la réalisation du programme de travail partenarial d'un montant total qui s'élèvera à 30 000 euros.

Question présentée à la Commission des moyens généraux en date du 15 mai 2023.

Brigitte VANDEMEULEBROUCKE : Pour cette convention, un petit déroulé de ce qu'il y a eu jusque maintenant. La communauté d'agglomération du Gard rhodanien adhère à l'AURAV par délibération en date du 3 juillet 2017 afin de bénéficier de l'expertise de l'Agence dans l'élaboration du Schéma de cohérence territoriale (SCoT) du Gard rhodanien.

[Lecture de la note de synthèse]

Jean Christian REY : Merci Madame VANDEMEULEBROUCKE. C'est notre agence d'urbanisme qui nous a écrit le SCoT que vous connaissez et qui continue à faire le suivi. Ce sont effectivement des choses importantes. On a appris cette semaine que le Département adhère également à l'AURAV. C'est très bien parce qu'ils adhèrent aux deux agences d'urbanisme qui travaillent sur le département. J'étais avec la présidente qui nous a dit tout le bien qu'elle pensait du travail réalisé par l'AURAV.

Brigitte VANDEMEULEBROUCKE : C'est parfait.

Jean Christian REY : Oui, c'est une bonne nouvelle parce qu'il y a des enjeux en cohérence aujourd'hui qui dépassent largement les frontières, puisqu'on travaille sur ces sujets avec nos amis du Vaucluse et pas que, même des bouches du Rhône.

Brigitte VANDEMEULEBROUCKE : C'est une association qui dégage beaucoup de choses au niveau de l'organisation. Dans tout ce qu'on lui demande, elle répond à chaque fois à toutes les questions qui lui sont posées.

Jean Christian REY : Oui, c'est important aussi d'avoir ce suivi SCoT qui le suit, la loi du 23 mars dernier, qui a aussi changé des choses sur le SCoT, le suivi des SRADDET qu'on évoquait tout à l'heure, ce sont des choses importantes parce que quand le SRADDET sera voté, il faudra que le SCoT se mette en compatibilité et que les PLU, par ricochet, le fassent aussi. On a des enjeux extrêmement importants et c'est souvent très technique. On a donc besoin d'expertise sur ces sujets.

Très bien, merci VANDEMEULEBROUCKE. Nous passons au vote.

Y a-t-il des oppositions ? Alexandre Pissas s'oppose.

Y a-t-il des abstentions ?

La question est donc adoptée.

Je vous remercie.

Question suivante, Monsieur JOUVE sur le forage des Bousquets à Verfeuil.

Question n° : 7

Rapporteur : Olivier JOUVE

OBJET : Alimentation électrique du forage des Bousquets (commune de Verfeuil) : études d'avant-projet

1°) Note synthétique de présentation :

La commune de Saint-Marcel de Careiret connaît des problèmes de manques d'eau du fait de l'assèchement de sa ressource. Afin de remédier à cette situation, la recherche d'une nouvelle ressource a été faite et le choix de l'Agglomération s'est porté sur le forage des Bousquets, sur la commune de Verfeuil, qui avait été à l'initiative de la création de ce forage avant le transfert de la compétence, bien que la démarche n'ait pas pu être menée à son terme.

La mise en service de cette ressource, outre l'alimentation en eau de Saint-Marcel de Careiret, bénéficiera également à la commune de Verfeuil dont la situation, en période estivale, est également fragile.

La mise en service du forage nécessite une alimentation électrique en tarif jaune, qui implique une extension du réseau électrique.

Les travaux, sous maîtrise d'ouvrage du SMEG (syndicat mixte d'électrification du Gard) et estimés à environ 70 000 € HT, nécessitent la réalisation d'études, d'un montant de 770 € HT.

Afin de permettre au SMEG de lancer les études, il convient de prendre acte du projet présenté et de s'engager à rembourser le SMEG du montant des études d'avant-projet, soit 770 € HT (924 € TTC) en cas de renoncement de la collectivité. Dans le cas où le projet se réalise, les frais d'étude seront intégrés au montant de l'opération sur lequel est calculée la part de la collectivité.

Olivier JOUVE : Bonsoir Monsieur le Président. Il s'agit d'autoriser le président à signer la mise en service du prochain forage sur la commune de Verfeuil au forage des Bousquets, donc la possibilité d'avoir de l'électricité.

Cette installation électrique serait confiée au SMEG, qui demande au préalable des frais d'études à hauteur de 770 € HT pour des travaux qui sont prévus à 70 000 €. C'est un moyen facile pour l'agglomération de confier cette étude et cette installation au SMEG, et d'aller au plus vite pour pouvoir fournir de l'électricité et faire vivre ce forage qui desservira la commune de Saint-Marcel de Careiret et celle de Verfeuil. Les travaux sont prévus pour la mi-juillet.

Jean Christian REY : Merci Monsieur JOUVE. J'espère qu'on va pouvoir bientôt connecter Saint-Marcel de Careiret. Ce serait mieux qu'il y ait de l'énergie pour qu'on puisse le faire. Madame le maire de Saint-Marcel de Careiret a été interviewée par France24. Elle m'a dit que cela devait passer sur les problématiques d'eau. C'était intéressant, un format de 20 minutes, donc j'espère, pas juste résumé en 1 minute 30, parce que c'est compliqué d'expliquer la totalité de la problématique de l'eau en 1 minute 30. Ce sont des sujets extrêmement importants et cette connexion mettra fin à des allers-retours. On en est à 14 allers-retours par semaine en ce moment pour alimenter Saint-Marcel de Careiret en eau. Repris sur l'année dernière, avec aussi d'autres communes qui avaient été concernées jusqu'à cette année, on en est à 350 000 €, donc ce sont

aussi des économies financières. Et puis, l'investissement qui fera 2,5 d'important, mais qui va nous permettre de garantir aussi l'approvisionnement en eau sur cette commune qui a des difficultés importantes depuis quelque temps. Donc, c'est une bonne nouvelle.

Olivier JOUVE : Oui, excellente.

Jean Christian REY : Il n'y a pas de questions ? Nous passons au vote.

Y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ?

La question est adoptée.

Je vous remercie.

Question suivante sur la télérelève, Monsieur JOUVE.

Question n° : 8

Rapporteur : Olivier JOUVE

OBJET : Mise en œuvre de la télérelève des compteurs d'eau sur 23 communes1°) Note synthétique de présentation :

Le contrat de concession du service public d'eau potable 2023-2028 et qui concerne les 23 communes d'Aiguèze, Carsan, Cavillargues, Codolet, Laval-Saint-Roman, Montfaucon, Orsan, Sabran, Saint-Alexandre, Saint-André de Roquepertuis, Saint-Christol de Rodières, Saint-Etienne des Sorts, Saint-Gervais, Saint-Julien de Peyrolas, Saint-Laurent de Carnols, Saint-Marcel de Careiret, Saint-Michel d'Euzet, Saint-Nazaire, Saint-Paulet de Caisson, Saint-Pons la Calm, Salazac, Vénéjan et Verfeuil prévoit la mise en œuvre de la télérelève des compteurs d'eau. Les abonnés auront ainsi la possibilité de consulter, en temps réel, leurs consommations, et pourront être avertis immédiatement en cas de fuite. Pour l'exploitant SAUR comme pour la collectivité, la mise en œuvre de la télérelève permettra d'économiser la ressource en eau.

Pour que l'information soit relayée, les informations envoyées par les compteurs seront récupérées sur des boîtiers récepteurs appelés concentrateurs, situés sur les points hauts des villages (clochers, etc.).

Les concentrateurs posés seront propriété de l'Agglomération. À ce titre, une convention tripartite doit donc être signée avec la société SAUR et avec chacune des communes concernées.

Olivier JOUVE : Il s'agit de la télérelève pour les 23 communes citées dans le rapport. Pour installer cette télérelève, il faut avoir des concentrateurs et ces concentrateurs doivent être posés sur les points les plus hauts des communes. Ces concentrateurs seront la propriété de l'agglomération et nécessitent une convention tripartite entre l'agglomération, les communes et la société SAUR, qui est la société fermière et installatrice du dispositif.

Il sera demandé d'autoriser notre président à signer ces conventions.

Jean Christian REY : Merci Monsieur JOUVE. C'est aussi une délibération importante parce qu'on avait parlé de la généralisation des télérelèves sur les compteurs d'eau. C'est important, cela a un impact sur la facture. C'est à peu près 20 € par compteur et par an, ce n'est pas neutre. Cela permet surtout d'éviter les fuites. Si vous avez une fuite, vous pouvez être contacté en temps réel. Vous pouvez mettre des alarmes sur votre consommation. Dès que votre consommation dépasse le seuil que vous avez fixé, vous êtes alerté. Typiquement, quand vous partez en vacances, vous êtes censé consommer 0 litre d'eau. Si vous mettez une alerte au premier litre, vous savez tout de suite si vous avez un problème de fuite chez vous. C'est très loin d'être anecdotique, à la fois sur l'environnement et les financements. En 2022, on a signé 150 dérogations dans le cadre de la loi Warsmann pour exonérer des fuites. Vous savez que des particuliers qui nous prouvent qu'ils ont fait les travaux nécessaires pour résorber la fuite, ont le droit de demander une exonération partielle de leurs factures. Ce sont des sommes qui sont importantes, 150 cas par an. Pour situer, il faut que vous ayez consommé plus du double de la moyenne de ce que vous consommez sur les trois dernières années. Plus du double, cela commence à faire des factures salées, et surtout, cela veut dire que vous avez des grosses fuites. C'est quand même extrêmement important. Au

lieu de s'en rendre compte quand vous avez le relevé à la fin, vous pouvez en temps réel et lutter contre la fuite d'une manière efficace. En termes de mètres cubes, on est sur une économie qui avoisine les 45 000 mètres cubes chaque année quand même. Cette généralisation de la télérelève est donc très loin d'être neutre. C'est évidemment une bonne nouvelle. Elle va se généraliser.

J'en profite pour remercier la souplesse des communes. Dans certains endroits, il faut mettre les capteurs pour enregistrer les relevés, il faut des branchements électriques, on ne met pas forcément un compteur, et donc il faut qu'on se serve du compteur de ce qui existe, etc. Il faut trouver des adaptations, ce qui prouve bien que quand on y arrive, cela montre que l'eau et l'assainissement sont l'affaire de tous, et que ce n'est pas qu'une histoire d'une collectivité, mais bien de tout le monde, qu'on est embarqué dans le même navire.

À l'arrivée, 45 000 foyers seront équipés de télérelève et pourront contrôler en temps réel ce qu'ils consomment, pourquoi ils le consomment, les anomalies, et surtout les anomalies évidemment, puisque vous pourrez comparer en temps réel ce que vous consommez réellement. La télérelève va changer là aussi nos habitudes.

Est-ce qu'il y a des questions ? Monsieur JOUVE, je vous en prie.

Olivier JOUVE : Cela permettrait surtout aussi de faire des économies de ressources.

Jean Christian REY : Absolument. Oui, Monsieur CHAPELET ?

Jean-Yves CHAPELET : Deux choses complémentaires sur la télérelève. On est équipé depuis deux ans. L'avantage est que, vous savez, les fournisseurs proposaient des contrats d'assurance en cas de fuite. Aujourd'hui, cela permet aussi individuellement de se dispenser de ce type de contrat parce que vous êtes informés en temps réel du volume d'eau que vous consommez. Et, dernière chose, vous avez sur l'application la facturation, mais aussi des relevés de compteur semestriels. Et vous avez une simulation du coût de ce que vous consommez.

Jean Christian REY : Merci Monsieur CHAPELET. Il n'y a pas d'autres interventions. Nous passons au vote.

Y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ?

La question est adoptée.

Je vous remercie.

Question suivante, Monsieur PANNETIER sur le tableau des effectifs.

Question n° : 9

Rapporteur : Patrick PANNETIER

OBJET : Modification du tableau des effectifs

1/Note synthétique de présentation :

Compte tenu de l'évolution des effectifs de la Communauté d'agglomération, de la réussite aux concours, de changement de filières ou de la mutation d'agents, il est nécessaire de revoir la composition du tableau des effectifs pour l'année 2023, pour tenir compte de :

La réussite aux concours :

2 postes à temps complet : cadre d'emploi des infirmiers territoriaux

. Catégorie A

. Grades : infirmier en soins généraux de classe normale, infirmier en soins généraux de classe supérieure, infirmier en soins généraux de classe hors classe

1 poste à temps complet : cadre d'emplois des attachés territoriaux

. Catégorie A

Grades : attaché territorial, attaché principal, attaché hors classe

Le changement de filières

1 poste à temps complet : cadre d'emploi des rédacteurs territoriaux

. Catégorie B

Grades : rédacteur, rédacteur principal de 2^{ème} classe, rédacteur principal 1^{ère} classe

1 poste à temps complet : cadre d'emploi des adjoints d'animation territoriaux

. Catégorie C

Grades : adjoint d'animation, adjoint d'animation principal de 2^{ème} classe, adjoint d'animation principal de 1^{ère} classe

1 poste à temps complet : cadre d'emplois des adjoints administratifs

Catégorie C

Grades : Adjoint administratif, Adjoint administratif principal 2^{ème} classe, Adjoint d'administratif principal 1^{ère} classe

La mutation

1 poste à temps complet : cadre d'emploi des éducateurs territoriaux de jeunes enfants

. Catégorie A

Grades : éducateur territorial de jeunes enfants, éducateur territorial de jeunes enfants de classe exceptionnelle

1 poste à temps complet : cadre d'emploi des techniciens territoriaux

. Catégorie B

Grades : technicien, technicien principal de 2^{ème} classe
1^{ère} classe

. 2 postes à temps complet : cadre d'emplois des adjoints administratifs

Catégorie C

Grades : Adjoint administratif, Adjoint administratif principal 2^{ème} classe, Adjoint d'administratif principal 1^{ère} classe

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 15 mai 2023.

Patrick PANNETIER : Bonsoir à tous. Modification des tableaux d'effectifs, vous savez que cela bouge pas mal au niveau de l'Agglo. Il y a des créations de postes à effectuer suite à la réussite aux concours, aux changements de filière et à la mutation de personnes.

Pour les réussites aux concours, ce sont deux postes à temps complet qui concernent des cadres d'emploi des infirmiers territoriaux et un temps complet pour un cadre d'emploi des attachés territoriaux.

Pour les changements de filière, c'est aussi un poste à temps complet pour le cadre d'emploi des rédacteurs territoriaux, pour les cadres d'emploi des adjoints d'animation territoriaux, et pour les cadres d'emploi des adjoints administratifs.

En ce qui concerne la mutation, c'est un poste à temps complet cadre d'emplois des éducateurs territoriaux de jeunes enfants, un autre pour les cadres d'emploi des techniciens territoriaux et deux postes à temps complet pour des cadres d'emploi des adjoints administratifs.

Cette question a été présentée à la Commission des moyens généraux du 15 mai 2023.

Jean Christian REY : Très bien. Ce sont des agents qu'on a, qui changent de filière ou qui ont réussi et qui changent de grade. Ce sont des créations de postes qui seront suivies des mêmes suppressions de poste. Ce sont les mêmes agents qui évoluent dans leur carrière.

Y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ?

La question est adoptée.

Je vous remercie.

Question suivante, subvention au COS, Monsieur PANNETIER.

Question n°10

Rapporteur : Patrick PANNETIER

OBJET : Convention d'objectifs et de moyens avec le COS du Gard Rhodanien

1°) Note synthétique de présentation :

La délibération n°85/2022 du 11 avril 2022 a autorisé le président de l'agglomération à signer une convention d'objectifs et de moyens avec l'association COS du Gard Rhodanien à compter du 11 avril 2022 pour 3 ans.

Cette association a pour objectif d'offrir toute une gamme de prestations dans les domaines touristique, culturel et de loisirs aux agents de la collectivité.

Il s'agit d'attribuer pour l'année 2023, une subvention annuelle de 27 000 euros au COS du Gard rhodanien en application de la convention d'objectifs et de moyens joint en annexe.

Question présentée à la Commission des moyens Généraux du 15 mai 2023.

Patrick PANNETIER : [Lecture de la note de synthèse]

La subvention est identique à celle de l'année dernière.

Jean Christian REY : Merci Monsieur PANNETIER. Je vous rappelle là aussi que le COS, qui s'est composé il y a maintenant quelques années, avant on finançait un certain nombre d'opérations et maintenant, ce sont eux qui le font directement. Ce que cela nous a coûté, on l'a transformé en subventions.

J'en profite pour saluer les bénévoles qui travaillent toute l'année pour proposer un certain nombre de moments festifs pour les agents de l'Agglomération et leurs familles.

Y a-t-il des questions ? On l'a vu en conférence des maires. Il n'y a pas de questions. Nous passons au vote.

Y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ?

La question est adoptée.

Je vous remercie.

Question n° : 11

Rapporteur : Jean Christian REY

OBJET : Information sur les décisions.

22	13/04/23	Attribution des marchés de travaux lots 2 et 3.
23	18/04/23	Attribution du marché N°2022-25R relatif à la collecte des déchets ménagers et assimilés – Lot n°1 : Collecte des papiers graphiques en points d'apport volontaire et Lot n°2 : Collecte du verre en points d'apport volontaire
24	18/04/23	Marchés de travaux pour l'aménagement du Secteur Ouest du Pôle d'Échanges Multimodaux de Bagnols-sur-Cèze – Lot 1 « Démolitions - Terrassements – Voirie – Réseaux Humides »
25	20/04/23	Fixation de la participation des familles aux séjours Ados organisés par les ALSH de la Communauté d'agglomération pendant les vacances d'hiver 2023.
26	04/05/23	Demande d'aides financières dans le cadre de l'interconnexion et la sécurisation de la ressource en eau potable – commune de Laval Saint-Roman - Le Garn.

Monsieur PETITJEAN, sur des marchés qu'on a signés, vous voulez rajouter un certain nombre de choses ?

Elian PETITJEAN : Oui, je voudrais rajouter sur la PEM de Bagnols-sur-Cèze. Comme tu l'as dit, il y a un million et demi concernant l'entreprise Carminati Robert. Il y a aussi les réseaux secs et humides. 225 000 € de travaux vont être effectués par Valette pour les réseaux secs.

Ensuite, il y a eu aussi sur le lot 3 l'attribution à Jardiniers de Gaillac pour 24 000 et quelques euros, toujours pour la PEM de Bagnols.

Une information aussi, les produits d'entretien. C'est quand même une somme assez rondelette puisque 370 000 euros sur quatre ans, c'est un maximum. Cela fait 90 000 euros par an.

Et puis, on en avait parlé en réunion des maires, on va faire aussi l'étude concernant la valorisation des déchets ménagers et résiduels dans le Gard rhodanien. C'est le groupement Indigo et Valdèche qui a eu le marché pour 57 375 €.

Je ne parlerai pas des marchés verre et papiers puisqu'il n'y a pas eu encore les notifications.

Voilà, Président.

Jean Christian REY : Très bien, merci.

C'est la fin du conseil. Je vous rappelle qu'on avait demandé qu'il soit plus souvent et plus petit ou moins long. Je pense que c'est mieux qu'on puisse le faire de cette manière, pour que ce ne soit pas des conseils qui durent quatre heures.

Prochain conseil d'agglomération, notez-le, lundi 26 juin à 18 h 00, c'est-à-dire dans un gros mois, pour les délibérations qui seront à l'ordre du jour à ce moment-là.

Merci à toutes et à tous. Bonne soirée.

* * *